HABITAT PRÉCAIRE

Prolifération des gourbis à Skikda

Depuis 2007, près de 3 000 nouveaux gourbis ont vu le jour à travers la wilaya. Le chiffre est plus important que celui des logements sociaux accordés durant la même période, qui est de 2 000 unités.

Le phénomène de la prolifération des taudis de fortune est d'une actualité décapante. C'est devenu le sésame de choix pour avoir un logement. Heureux hasard, tous les sites précaires se sont structurés mieux que les quartiers chics. Ils ont créé leur association, ont été dotés de compteurs et de réseaux d'assainissement, quand il a été prouvé leur atteinte à l'environnement, et ont vu leur composante humaine se munir d'une fiche de résidence pour les besoins de la carte de vote. Un bon potentiel électoral pour les avides des sièges politiques. Tout cela, avec la bénédiction consacrée des pouvoirs publics.

Le dernier recensement général de la population, réalisé à la date précitée, énumère à 26 861 unités abritant 173 180 habitants, répartis sur 463 sites sur le territoire de la wilaya.

A la lumière de ces nouvelles données, leur nombre a pris de l'envol. Même des salafistes s'y sont mis de la partie. Un groupe d'entre eux a accaparé un petit espace au site précaire du Match (Boulekroua). «Vous croyez qu'on fait ça par plaisir, il faut voir les conditions de proximité dans lesquelles nous évoluons pour s'en convaincre.» Et ils ne sont pas les seuls. Sur l'un des plus beaux sites de Skikda, à la localité de Oued G'sob, sur la route menant vers la commune de Filfila, des gens construisent à l'intérieur des forêts denses et souvent inaccessibles. En trois ans, deux villages ont vu le jour, l'un d'eux est même surnommé «le village des mariés», car il est occupé par des couples nouvellement convolés en justes noces. Le camp de Kellogg et les immeubles de l'Enip ont été envahis, dès 2004, ce qui a incité la direction de l'époque a intenté une action en justice restée sans suite. La tentative d'expulser les indus occupants a également échoué du fait de la faible implication de la force publique. L'Enip a eu moins de succès que Sonatrach, qui a pu, elle, chasser les indus occupants de la plateforme pétrochimique, pour les besoins de projets industriels et énergétiques.

Des taudis à 50 millions de centimes

L'objectif recherché à travers ces actes illégaux est de bénéficier de logements accordés dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Et aussi de pouvoir faire de la spéculation. Des gourbis se vendent entre 200 000 et 400 000 DA, en fonction de leur emplacement, de leur superficie et du temps qui reste à patienter au potentiel acquéreur pour se voir attribuer un logement de substitution. Il y a même des gens et des familles devenus célèbres à la faveur de ces pratiques, qui ont construit et reconstruit leurs gourbis, après avoir vendu leurs logements sociaux à des tierces personnes résidant hors wilaya.

Souvent, au site précaire «le lac des oiseaux», l'un des trois au niveau de la ville de Skikda, le pic de 500 000 DA a, selon des sources présentes sur les lieux, été atteint, lorsque l'annonce de recasement se faisait insistante.

Ouvrons ici une parenthèse pour rappeler que cette appellation n'est nullement péjorative.

Elle date de l'époque, couvrant les années entre 70 et 90, où ce site regorgeait de canards et d'oies. On y pêchait des poissons d'une quarantaine de kilos, selon des pêcheurs détenteurs de petites embarcations. Même l'usine de briqueterie qui en est mitoyenne, s'approvisionnait en eau du lac. C'était féérique. Revenons à la réalité. Selon le membre du comité du site, «en 2007, 320 habitations ont été recensées. A la fin de cette année, 30 autres ont été érigées. L'association y veille, la liste initiale se trouve à notre niveau, et nous avons dénoncé, une fois, par voie de presse, le trafic qui se tramait avec la bénédiction de l'administration». Quelques chiffres pour terminer. Skikda a bénéficié, dans le cadre du quinquennal 2005-2009, de 2 000 logements, dont 870 au chef-lieu (la grande partie est achevée). Dans le cadre du RHP, durant la période 2006-2010, 11 000 unités, dont 5 350, ont été accordées. En 2010-2014, une première tranche de 1 300 logements vient de suppléer aux efforts consentis. Actuellement en voie de construction au niveau du chef-lieu de wilaya, 600 à Bouabaz, 1 500 à Zef-Zef. 1 500 (1 000 à Zef-zef et 500 à la briqueterie) verront le démarrage du chantier incessamment, les entreprises de réalisation étant déjà désignées. L'invasion des gourbis a créé un fait sans précédent : leurs occupants sont devenus, avec ceux des bâtisses menaçant ruine (fait plus au moins justifié), prioritaires dans les listes des bénéficiaires de logements sociaux, avant que l'Etat ne concède bien sûr à leur accorder un programme spécial. Hormis les habitants des sites coloniaux de la SAS, les autres qui ont investi le «domaine» dès les années 80 ne sont pas, à notre humble avis, dans leur droit constitutionnel d'avoir un logement du fait d'avoir érigé une bâtisse en tôle, en zinc ou en parpaing. Pourtant, ils sont toujours prioritaires, en dépit que leur impact sur la santé publique, l'environnement et même l'éducation, jamais évalué, soit très néfaste. Tout le monde est responsable.

Zaïd Zoheir

Photo : Samir Sid

KHEMIS-MILIANA

Débrayage à la briqueterie depuis 3 jours

Des dizaines et des dizaines de poids lourds attendent depuis 3 jours à l'entrée de la briqueterie, située à l'entrée ouest de la ville de Khemis-Miliana, la seule qui soit restée ouverte sur les quatre qui existaient. Deux d'entre elles, trop anciennes, ont été rasées et la troisième est abandonée par ses propriétaires, irrécupérable aussi.

L'usine est à l'arrêt depuis le début du mois de février à cause d'un conflit opposant les salariés au nouveau propriétaire. L'unité ayant appartenu à l'Entreprise des produits rouges du Centre, elle lui a été cédée depuis le mois de juillet 2006 sur la base d'une convention valable 5 ans, selon les employés que nous avons rencontrés et avec qui nous avons pu nous entretenir à travers la barrière, l'agent de sécurité s'est en effet fermement opposé à ce que nous pénétrions dans l'enceinte de l'usine, et ce, sur ordre du directeur. Il a même refusé d'informer ce dernier que nous voulions nous entretenir avec lui. «Rien à dire à la presse… et pas de réception de journalistes», nous a-t-il déclaré devant témoins, en ajoutant : «Vous pouvez même l'écrire dans vos journaux. Je ne suis qu'un employé et j'exécute les ordres !» On se demande alors pourquoi cette fin de non-recevoir de la part du directeur. Les salariés déplorent, selon leurs déclarations, le non-respect par le repreneur de ce qui a été convenu au départ. «Nous étions quelque 250 ouvriers à travailler dans cette usine. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 170. Nous produisions 80 000 tonnes de briques par mois, et aujourd'hui 120 000 tonnes», affirment-ils. D'autres ouvriers prendront la parole pour dire : «Nous postes de travail sont menacés. Chaque fois que l'un d'entre nous fait une réclamation, il écope d'une mise à pied. On nous pousse à partir d'une manière indirecte.» Un autre dira encore : «On nous a annoncé que des robots allaient être acquis et des postes de travail seront supprimés… Il y a quand même 180 familles qui vivent de cette unité.» Un ouvrier en blouse bleu a ajouté : «Notre revendication aujourd'hui est que nos salaires et nos primes soient alignés et conformes à ce qui a été décidé dans le cadre de la convention collective entre patronat et partenaire social… Celui qui gagnait 30 000 DA mensuellement ne fait plus que 16 000 DA, aujourd'hui». Et un autre ouvrier d'ajouter : «Il nous a été dit que le propriétaire n'adhère pas au patronat et qu'il n'est pas concerné par les accords passés.» L'usine est toujours à l'arrêt, les camions attendent à l'extérieur des chantiers de construction accusent le coup, le rythme des réalisations de logements ralentit et la tension ne fait qu'augmenter sur les demandes de logements.

Il est regrettable que le directeur de l'usine ait refusé de recevoir la presse.

Sa version aurait permis d'avoir une idée plus claire sur le fonctionnement de cette unité «en grève illimitée» comme l'indique la pancarte fixée à l'entrée.

Karim O.

ADRAR

Chérif ou le combat pour la survie

Moulay Chérif est né avec une atrésie pulmonaire et tricuspide. Au moindre petit effort, ses lèvres deviennent noirâtres et ses ongles bleuâtres. C'est un enfant cyanogène. Au troisième jour de sa naissance, il se retrouve chez le cardiologue et depuis les examens se multiplient. Chérif est aussi passé par l'hôpital de Bou Ismaïl où le professeur Amalou lui a pratiqué un cathétérisme. Il atterrit au service de cardio-pédiatrie pour l'évaluation de son état de santé. Le professeur de cardiologie chargé de son suivi le faisait venir deux fois par an : des déplacements pénibles qui saignaient le budget familial. Ces va-et-vient ont duré plusieurs années sans aucune proposition pour une prise en charge. A Adrar où réside Chérif, il n'y a pas de cardiologue et à chaque alerte, les parents sont désemparés. Un dossier médical fut envoyé aux ministères de la Santé et de la Solidarité mais, hélas, sans succès. Aujourd'hui, Chérif est âgé de 14 ans et ses résultats scolaires sont excellents, entre 17 et 18 sur vingt de moyenne. Mais lorsqu'il traverse une période de crise, il est obligé de rater des cours, chose qu'il n'accepte pas. Mais que faire devant ce *fatum* ? Chérif a le droit de vivre et de croquer la vie à pleines dents. Il lance un appel de détresse pour une meilleure prise en charge afin de lui permettre de couler des jours heureux et surtout de poursuivre ses études, des études qu'il voudrait consacrer à la médecine pour, à son tour, aider ceux qui sont dans le besoin.

El Hachemi S.

GHARDAÏA

Bientôt un établissement hospitalier pour les grands brûlés

Un établissement hospitalier pour les grands brûlés, le premier du genre dans le sud du pays, sera réalisé dans la wilaya de Ghardaïa dans le cadre du programme sectoriel de développement 2011.

Le site devant abriter cet établissement a été localisé dans la zone de Bouhraoua, un quartier périphérique de Ghardaïa, sur une assiette foncière de 2 hectares, a-t-on indiqué auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya. Une fois opérationnel, l'établissement permettra d'éviter aux grands brûlés de cette wilaya et de celles des wilayas avoisinantes les contraintes des déplacements vers les centres hospitaliers du nord du pays, pour y recevoir les soins nécessaires, a expliqué le directeur de la santé. Le nouvel établissement hospitalier, dont l'étude sera lancée incessamment, permettra de prendre en charge également les cas de brûlés des zones gazières et pétrolières de Hassi R'mel (Laghouat), Hassi Messaoud (Ouargla), In Salah (Tamanrasset) et Oued-Noumer (Ghardaïa), a précisé la même source.

La création de cet établissement s'inscrit dans le cadre du renforcement des structures de la santé dans la wilaya de Ghardaïa, à l'instar de la mise en service, dimanche, d'un scanner, d'un coût de 48 millions de dinars, à l'hôpital de Guerrara, à 120 km au nord-est du chef-lieu de wilaya. Le secteur de la santé vient d'acquérir aussi 13 tables radiologiques pour un montant de 39 millions de dinars, 30 fauteuils dentaires et des équipements de laboratoires destinés aux structures extra hospitalières de proximité, à travers la wilaya. Les quatre hôpitaux que compte la wilaya de Ghardaïa ont été également dotés récemment de tables de radiologie numérique, a indiqué le directeur de la santé. Quelque 6,5 milliards de dinars ont été mobilisés par les pouvoirs publics au profit du secteur de la santé, au titre de l'exercice 2010, pour la réalisation de sept opérations dans la wilaya de Ghardaïa, a rappelé le DSP.

Parmi les projets retenus dans ce cadre, la réalisation d'un hôpital de 240 lits à Bounoura, deux polycliniques à Baba-Saâd et El-Atteuf et 15 salles de soins dans les zones urbaines de la wilaya, a détaillé le DSP en précisant que cet effort vise à réduire la pression sur les hôpitaux du chef-lieu de wilaya.

APS